

POLIVOLIR

DIALOGUE

OPPOSITION

MANIFESTE CITOYEN

**L'URGENCE DE TROUVER UNE
ISSUE DEFINITIVE A LA CRISE
SOCIO-POLITIQUE PAR LE
DIALOGUE DU 15 FEVRIER 2018**

CACIT

Contact : 00228 22 36 00 84
91 60 20 33 / 90 22 50 50
Email : cacitogo@gmail.com
Web : www.cacit.org

PCJV

Contact : 00228 90 21 30 72
90 85 37 40 / 79 83 38 66
Email : justiceverite.tg@gmail.com
Web : www.pcjv-togo.org

Parlons-nous de celui du 07 au 19 Août 2006 auquel les acteurs socio-politiques ont pris part à Ouagadougou ? Dialogue empreints de franchise et de fraternité au bout duquel un Accord Politique Global (APG) a été signé le Lendemain ? Eh bien non. Ayant fait de l'économie dans la mise en œuvre des réformes, telles que proposées par l'Accord Politique Global et la Commission Vérité Justice et Réconciliation (CVJR), le Togo est replongé depuis Août 2017, dans des événements similaires à ceux de 2005, empreints de violences et de violations de droits de l'Homme. L'on se croirait dans un mauvais rêve.

Douze (12) ans après, les acteurs politiques togolais sont de nouveau appelés à un dialogue le 15 février 2018, sous la houlette des pays frères comme le Ghana et la Guinée. Un tour d'horizon auprès des acteurs clé, et voici ce qu'ils pensent de ce dialogue.



Gerry TAAMA

«Il faut toujours garder la foi. Les togolais sont fatigués de cette situation et il nous faut trouver une solution à cette crise. Mais à y bien regarder, nous sommes dans deux dynamiques différentes. Le gouvernement parle de dialogue débouchant sur le référendum alors que la coalition parle de retour à la constitution de 1992. Donc on a, certes la foi, mais ce sera difficile. Ce qui serait bien, c'est qu'au sortir du dialogue on aille à une nouvelle constitution et que le cadre électoral soit assaini pour donner la chance à tout candidat. Mais ça s'annonce très difficile.»

Président du parti politique « Le Nouvel Engagement Togolais » NET.

«Selon moi, les opposants ne vont rien obtenir de bon du dialogue, c'est une perte de temps. Le pouvoir n'acceptera jamais le retour à la constitution de 1992 et moi aussi, parce que si le président l'accepte, cela sous-entend que son pouvoir est anticonstitutionnel et qu'il doit démissionner. Il ne faut pas que les gens rêvent, car ceux qui réclament le retour à la constitution de 1992 délirent, et je peux l'argumenter. Le compromis suppose que quelqu'un fasse un pas en arrière, et l'autre fasse un pas en avant ; ce qui est inacceptable pour le pouvoir. Pour le vote de la diaspora, ils n'ont même pas des moyens pour le faire.»

Président du « Parti pour le Renouveau et la Rédemption » PRR



Nicolas LAWSON

«Mon parti Le Togo Autrement ne croit pas en l'option du dialogue connaissant le pouvoir politique au Togo. Les expériences par le passé et l'attitude actuelle du pouvoir face aux revendications populaires nous confortent dans cette position. Néanmoins, nous sommes solidaires à la coalition 14, à laquelle nous appartenons pour ce énième exercice de plus. »

Secrétaire National Chargé des Affaires publiques au parti politique « Le Togo Autrement », membre de la Coalition des 14 Partis de l'Opposition



Germain SOSSOU

«Convier les acteurs au dialogue est un acte à saluer. Notre souhait est que ce dialogue soit le plus inclusif possible, et que le gouvernement veille à son succès. Pour que cela réussisse, nos confrères de l'opposition doivent aussi s'y engager pleinement mais avec vigilance. L'intérêt de la nation togolaise est à prévaloir à tout prix. »

Président du parti politique « Organisation pour Bâtir dans l'Union un Togo Solidaire (OBUTS) »



Agbéyomé KODJO

«Mon avis par rapport au dialogue annoncé subit le cri du cœur et la voix de la raison. Tout togolais, patriote, ne peut que souhaiter la réussite de cette rencontre dont l'objectif final est de définir un cadre dynamique et consensuel de "vivre ensemble" qui puisse servir ici et demain de catalyse dans le processus d'un réel développement de nos sociétés. Toutefois, l'une et l'autre parties, ne doivent pas se leurrer et croire que c'est une bataille gagnée d'avance. Ainsi, pour minoriser les embûches et donner une chance de réussite à ce dialogue, le préalable est de définir un ordre du jour contraignant à épuiser dans un délai également défini. Les décisions sorties du dialogue seront exécutoires suivant un chronogramme consensuel avec un "Tableau de Bord" qui fonctionne comme un "lanceur d'alerte".»

Professeur de Lettres à l'Université de Lomé et Critique Littéraire



Guy K. MISSODEY

«J'ai d'une façon générale foi en un dialogue, pour régler des problèmes qui surviennent entre les citoyens d'un même pays. J'ai, cependant, bien peur que le pouvoir qui ne veut faire aucune concession n'ait pas la volonté politique de trouver d'issue dans le dialogue, puisqu'il pense forcer le passage par le biais d'un référendum. Pour ce qui est des résultats escomptés, c'est bien évidemment la résolution de la crise en l'occurrence la limitation du mandat, la restauration des fondamentaux de la constitution de 1992 (2 tours, meilleure répartition des pouvoirs entre le président et le premier Ministre), une vraie séparation des pouvoirs, en plus d'une réorganisation des institutions et d'une mise en place des conditions pour garantir la transparence véritable des élections.»

Avocat au Barreau de Lomé, Président du Parti « Bâtir le Togo »



Dr. Jean Yaovi DEGLI

«La question de la bonne volonté, de la bonne foi et de la crédibilité des acteurs politiques togolais est désormais posée et engagée, à l'annonce du dialogue. Aussi bien la coalition que le gouvernement, nous sommes placés devant nos responsabilités face à nos concitoyens. Mieux, nous devons démontrer davantage de considération envers les dirigeants de la sous-région qui sacrifient de leur temps et de leurs énergies en s'investissant pour rapprocher les acteurs politiques togolais. Nous devons donc faire confiance à la volonté des parties à s'assumer. Au regard des effets néfastes et préjudiciables de la situation actuelle sur la cohésion nationale et sur les activités économiques, personne n'a intérêt à rechercher une pérennisation d'un climat de crispation.»

Ministre de la fonction publique et des réformes administratives



Gilbert BAWARA

«Nous sommes confiants que c'est à travers le dialogue, les compromis et les concessions que nous pourrons faire sortir notre pays de cette impasse. Sur la scène politique aujourd'hui, tout porte à croire que le dialogue est la chose tant attendue par les togolais. Mais nous dirons plutôt que non, l'attente de la jeunesse togolaise se repose plutôt sur ce qui pourra découler de ces échanges. Nous ne pourrons porter confiance au dialogue mais en son contenu qui semble être flou pour le moment. Notre prière est que nos responsables évitent la politique ancienne des chaises vides avant ou durant le rendez-vous et pensent au peuple en débattant des sujets qui portent sur l'intérêt de la nation.

Somme toute, notre souhait est que ce dialogue puisse aboutir sur des sujets de discussion qui portent entre autre sur une refondation de nos institutions, une gestion saine des ressources de notre pays, une couverture sociale qui respecte les fondamentaux de l'Homme, une clarté de notre système judiciaire et constitutionnel, une constitution pouvant conduire à une vraie démocratisation suivant les normes et culture de notre nation, une politique encourageant et développant des leaders sensibles aux réels besoins du peuple, une solution d'urgence donnant création à des milliers d'emplois susceptibles d'absorber le taux de chômage alarmant de notre pays, un système économique permettant d'attirer des investisseurs sérieux, d'encourager l'engagement entrepreneurial des nationaux, orientant l'économie dans les bonnes directions en prenant compte la génération à venir, une urgence sur la modernisation de l'agriculture et l'industrialisation comme fondement de notre économie, une gouvernance basée sur des systèmes de séparation de pouvoir dont le pouvoir est détenu par nos institutions et non les responsables de ces institutions.»



Kodjovi Aubin THON

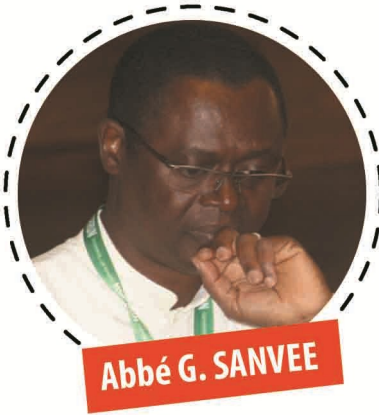
**PhD, Expert en Leadership et en Education,
Président du Mouvement Nouvelle Vision**

«Je comprends qu'après les multiples échecs des dialogues inter togolais, vous me demandiez si je suis confiant en ce énième dialogue. OUI, je veux croire en ce nouveau dialogue pour deux raisons : la nature de la crise, d'une part et de l'autre, les hommes et les femmes appelés à proposer aux togolais une sortie de crise honorable.

Même prêtre, je ne suis pas tant naïf. Je sais qu'en politique, c'est le rapport de force qui joue. Mais cette crise actuelle n'est pas simplement politique et je crois que les acteurs politiques de notre pays ont bien pris conscience de la situation d'indignité dans laquelle vivent la majorité des togolais. La grande et forte protestation qu'il y a dans les rues a une coloration sociale. Je n'exclus pas ici les grèves. La solution avant d'être politique, doit être sociale. Pour sortir de notre crise, cela ne pourrait pas être simplement un arrangement entre partis politiques. J'espère que nos protagonistes pourraient dépasser leur grave crise de confiance, leurs intérêts partisans pour n'avoir comme objectif principal que l'intérêt général du peuple. L'aboutissement des réformes doit être l'amélioration et la qualité de vie des togolais en passant par la bonne gouvernance.

Etre acteur politique, c'est vouloir, en premier, le bien du peuple, y compris et surtout, le plus faible. L'Eglise catholique parle d'option préférentielle pour les pauvres. Je crois que chacun, en âme et conscience, peut (devrait) avoir une nouvelle disposition intérieure pour ce dialogue : disponibilité à une communication respectueuse qui mène à une compréhension mutuelle, condition efficace pour répondre aux défis et pour la recherche du bien commun. Ils devront faire preuve de bon sens et de bonne intelligence pour ne pas créer le K.O au Togo. Il y va de leur propre honneur. Il ne s'agit pas que chacun mette de l'eau dans son vin, comme en l'entend souvent maintenant, mais de permettre à tous les togolais de boire un peu de vin, si nous gardons cette image. Autrement dit comment donner à tous les togolais une vie décente. J'adresse à chacune des personnes prenant part à ce dialogue cette exhortation de St Paul aux Philippiens (2,2-4) : « Ayez les mêmes dispositions, le même amour, les mêmes sentiments ; rechercher l'unité. Ne soyez jamais intrigants ni vantards, mais ayez assez d'humilité pour estimer les autres supérieurs à vous-mêmes. Que chacun de vous ne soit pas préoccupé de lui-même, mais plutôt des autres. »

Secrétaire Général du Conseil Episcopal Justice et Paix TOGO



Abbé G. SANVEE

Analyse

Le devoir d'œuvrer pour la réussite du dialogue

De tout ce qui précède, la crainte de voir le dialogue du 15 février 2018, accoucher d'une souris est plus que palpable.

Mais l'intérêt de la Nation devant primer sur tout, le CACIT et la PCJV exhortent d'abord le gouvernement togolais, à créer un climat propice au bon déroulement du dialogue ; et les différentes parties prenantes, de concilier leurs positions, aussi radicales soient-elles. En effet, les réformes constitutionnelles et institutionnelles, même si elles sont portées par les acteurs politiques, sont avant tout une question d'intérêt national.

Le gouvernement a la lourde responsabilité, une fois encore, d'œuvrer pour l'effectivité de la mise en œuvre des conclusions qui seront issues de ce dialogue. Mais il revient aussi à l'opposition d'offrir des gages adéquats d'une coopération devant faciliter la mise en œuvre des conclusions.

Puisse ce dialogue faire éclore un Togo, engagé sur la voie de l'émergence, et reconnu au niveau international comme une référence en matière de démocratie, du respect des droits de l'Homme et de la bonne gouvernance.